

DIPL MAG

N°499/23/06/14/HAAC

Janvier - Mars / January - March / N°15



LE TEMPS DE LA PAIX

THE TIME OF PEACE



VOYAGEZ AVEC STYLE.

dés
FCFA 1.504.100*
vers l'Europe

Profitez de nos nouveaux prix
Business irrésistibles!



brusselsairlines.com

NOTRE
DESTINATION,
VOTRE SOURIRE.



**brussels
airlines**

*Sous réserve des disponibilités.

EDITORIAL

Par S. E. Prof. Robert DUSSEY, *Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine.*
By H.E. Prof. Robert Dussey, *Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration.*

PROMOTION DE LA PAIX ET DE L'INTEGRATION : UNE CONSTANCE DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE

PROMOTION OF PEACE AND INTEGRATION: A CONSTANCY OF TOGOLESE DIPLOMACY

Le Togo, qui fait de la culture de la paix un maillon fondamental de sa politique étrangère, a établi et entretient des relations amicales de coopération avec toutes les nations du monde.

Aussi, fidèle à sa politique extérieure pacifique, continue-t-il de jouer un rôle constructif au sein de l'ONU et prend une part active à la promotion de l'intégration dans toutes ses composantes tant au niveau de l'Union Africaine qu'au sein de la CEDEAO.

La diversité et la qualité des échanges que notre pays entretient tant au plan bilatéral que multilatéral sont des indicateurs évidents de la vitalité de la coopération au service de la paix et du développement.

Du reste, l'articulation des leviers de la diplomatie aux enjeux de sécurité et de développement économique est une dynamique cruciale que la diplomatie togolaise s'évertue à entretenir et à renforcer.

DES ACTIONS SIGNIFICATIVES AU SERVICE DE LA PAIX

Œuvrer en faveur de la paix et faire en sorte que partout où elle est menacée elle puisse être restaurée, telles sont les fondamentaux de la diplomatie togolaise. Cette propension à œuvrer pour la paix se fonde non seulement sur la conviction que le développement et le bien-être des populations sont tributaires de la stabilité mais surtout que leur existence en dépend. Le vivre ensemble humain présuppose la paix au double sens du terme : la paix positive et la paix négative.

La paix positive suivant le schéma kantien repris à compte par

Togo, which makes the culture of peace a fundamental link in its foreign policy, has established and maintains friendly relations of cooperation with all the nations of the world.

Therefore, in keeping with its peaceful foreign policy, it continues to play a constructive role within the United Nations and takes an active part in promoting integration in all its components both at the level of the African Union and within the ECOWAS.

The diversity and quality of our bilateral and multilateral exchanges are clear indicators of the vitality of cooperation for peace and development.

Moreover, the articulation of the levers of diplomacy with the stakes of security and economic development is a crucial dynamic that Togolese diplomacy strives to maintain and reinforce.

MEANINGFUL ACTIONS IN THE SERVICE OF PEACE

To work for peace and to ensure that wherever it is threatened it can be restored, these are the fundamentals of Togolese diplomacy. This propensity to work for peace is based not only on the belief that people's development and well-being depend on stability, but also that their existence depends on it. Human living together presupposes peace in the double sense of the term: positive peace and negative peace.

Positive peace following the Kantian scheme taken into account by Boutros Boutros-Ghali in the Agenda for Peace ends ●●●

●●● Boutros Boutros-Ghali dans l'Agenda pour la paix dote les sociétés humaines des moyens et instruments de résolution pacifique des conflits. Boutros Boutros-Ghali évoque en effet dans son Agenda pour la paix en 1992 la nécessité, pour une paix durable, d'« identifier et de consolider les structures qui la renforcent afin de prévenir le retour de la violence ». La paix positive est donc l'absence de violences structurelles alors que la paix négative est réactive. La paix négative est paix par rapport à la guerre.

La paix négative fait taire les canons là où ils se font entendre, met un terme aux hostilités au nom de la sécurité humaine et de la responsabilité de protéger qui s'impose à chacun de nos Etats et à l'ensemble de la communauté internationale (CIISE, 2001). Irrationnelle et meurtrière, la guerre doit être évitée à tout prix. Mais une fois déclenchée, elle doit être endiguée pour le retour à la paix. On refuse la guerre au nom de la paix mais aussi on fait la guerre à la guerre au nom de la paix. La guerre à la guerre à quelque endroit du globe où elle s'impose au nom de la paix et du progrès humain, individuel et collectif, est un pacifisme réaliste. Mais à la fin des hostilités, il faut travailler à l'éviter à l'avenir d'où l'importance de promouvoir les conditions positives de la paix.

La promotion des conditions positives de la paix est indispensable aussi bien en état de paix qu'en état d'après-guerre comme cela se dégage de la philosophie politique d'Emmanuel Kant. Même en temps de guerre Kant exhorte au nom de *jus in bello* à éviter les hostilités pouvant rendre impossible le retour à la paix future. La promotion des conditions positives de la stabilité sociopolitique telles la concertation, l'économie du dialogue et la médiation sont des préconditions d'une paix durable dans nos Etats en Afrique et dans le monde.

La guerre à la guerre est un préalable à la paix et elle passe par la promotion des mécanismes pacifiques de prévention et de résolution des conflits, mais également par la guerre défensive qui seule selon Kant valait la peine. Si la guerre défensive valait la peine, elle doit cependant être conduite dans le strict respect des exigences éthiques et humanitaires.

La paix et la sécurité dans le monde devenues cruciales grâce à l'ampleur des défis communs et des interdépendances étant une responsabilité commune, le Togo travaille avec les Nations-Unies autour de l'engagement commun pour un monde plus sûr et durable. C'est ainsi que notre pays a développé une politique de dialogue et de médiation sur de nombreux foyers de tensions en Afrique et ailleurs dans le monde. Le mandat au Conseil de Sécurité des Nations-Unies en qualité de membre non permanent, du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2013, a conféré à la politique extérieure pacifique du Togo plus de légitimité et de dynamisme.

En effet, ce mandat au Conseil de Sécurité des Nations-Unies a permis au Togo de s'impliquer davantage dans les questions

human societies with means and instruments for the peaceful resolution of conflicts. Boutros Boutros-Ghali mentioned in his Agenda for Peace in 1992 the need, for a lasting peace, to «identify and consolidate the structures that reinforce it in order to prevent the return of violence». Positive peace is therefore the absence of structural violence while negative peace is reactive. Negative peace is peace in relation to war.

Negative peace silences the canons, puts an end to hostilities in the name of human security and the responsibility to protect which is binding on each of our States and on the international community as a whole (CIISE, 2001). Irrational and deadly, war must be avoided at all costs. However, once triggered, it must be curtailed for the return to peace. War is refused in the name of peace, but war is waged in the name of peace. The war on war anywhere in the world where it stands out in the name of peace and human progress, individual and collective, is a realistic pacifism but at the end of hostilities, we must work to avoid it in the future, hence the importance of promoting the positive conditions of peace.

The promotion of the positive conditions of peace is indispensable both in peace and in post-war state as it emerges from Emmanuel Kant's political philosophy. Even in times of war Kant urges in the name of jus in bello to avoid hostilities that may make it impossible to return to future peace. Promoting the positive conditions of socio-political stability such as dialogue, the economy of dialogue and mediation are preconditions for lasting peace in our States in Africa and in the world.

The war on war is a prerequisite for peace, and it involves the promotion of peaceful mechanisms of conflict prevention and resolution, but also by the defensive war which alone, according to Kant, was worth it. If the defensive war was worth it, it must be conducted in strict compliance with ethical and humanitarian requirements.

Peace and security in the world become crucial because of the magnitude of common challenges and interdependencies being a shared responsibility, Togo works with the United Nations around the common commitment to a safer and more sustainable world. This is how our country has developed a policy of dialogue and mediation on many hotbeds of tension in Africa and elsewhere in the world. The mandate of the United Nations Security Council as a non-permanent member from 1 January 2011 to 31 December 2013 has given Togo's peaceful foreign policy more legitimacy and dynamism.

Indeed, this mandate from the United Nations Security Council has allowed Togo to become more involved in issues of peace and security at the international level but especially on the African continent where many crises have been handled with satisfaction. This solicitude of Togo in the management of affairs related to

de paix et de sécurité au plan international mais surtout sur le continent africain où de nombreuses crises ont été gérées avec satisfaction.

Cette sollicitude du Togo dans la gestion des affaires afférentes à la paix et à la sécurité s'est également illustrée, entre autres, par son élection depuis le 28 janvier 2016 au Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine.

Au cours de la présidence de cet important organe de l'Union Africaine, en avril de cette année, la diplomatie togolaise a pris en compte des sujets d'importance vitale tels que la Capacité Africaine de Réponse Immédiate aux Crises (CARIC) et l'opérationnalisation de la Force Africaine en Attente (FAA). Le Togo valorise les ressources et capacités endogènes dans la gestion et la résolution des conflits africains. Aussi, nous avons initié une session ministérielle du CPS sur les thématiques de sûreté et de sécurité maritimes en Afrique.

De plus, le Président de la République, **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**, continue d'entreprendre des actions concertées au niveau sous-régional, dans la prévention des crises et le règlement de certains conflits notamment dans le Sahel. La paix dans le Sahel est une responsabilité africaine. L'engagement du Chef de l'Etat au service de la paix et de l'intégration est d'autant plus déterminant qu'il s'investit non seulement dans la prévention des conflits mais se manifeste également lorsqu'une situation conflictuelle requiert des actions concrètes en vue de la sauvegarde ou du maintien de la paix.

Fort de cet engagement, le Togo a toujours manifesté sa disponibilité à contribuer aux efforts internationaux, régionaux et sous-régionaux pour le règlement de plusieurs conflits, en particulier à travers sa participation aux opérations de maintien de la paix. Il est d'ailleurs actuellement le 12^{ème} Etat pourvoyeur africain aux opérations de maintien de la paix avec plus de 1 700 hommes.

Son rôle de promoteur de la paix et de la sécurité, notre pays entend l'assumer avec responsabilité et détermination. C'est à ce titre qu'au mois de mars de cette année, nous avons annoncé au Secrétaire général des Nations-Unies, au nom du Président de la République, la décision du Gouvernement d'augmenter le nombre des soldats togolais dans les opérations de maintien de la paix. Nous avons par la même occasion réitéré l'engagement résolu de notre pays à soutenir toute action visant à garantir un monde plus sûr et épris de paix. La paix dans le monde relève de la responsabilité de la communauté des Etats. Le Togo participe à l'édification de la tour de la paix dans le monde.

Par ailleurs, la paix et la sécurité ne peuvent être assurées et sauvegardées que lorsqu'il existe des mécanismes adéquats

peace and security has also been illustrated, inter alia, by its election since January 28, 2016 to the Peace and Security Council (CPS) of the African Union.

During the presidency of this important organ of the African Union, in April this year, Togolese diplomacy took into consideration issues of vital importance such as the African Capacity for Immediate Response to Crises (CARIC) and the operationalization of the African Standby Force (FAA). Togo values endogenous resources and capacities in the management and resolution of African conflicts. Also, we have initiated a ministerial session of the CPS on maritime safety and security issues in Africa.

*Moreover, the President of the Republic, **His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE**, continues to undertake concerted actions at the sub regional level, in the prevention of crises and the settlement of certain conflicts, particularly in the Sahel. Peace in the Sahel is an African responsibility.*

The commitment of the Head of State in the service of peace and integration is more decisive because he is not only involved in conflict prevention but also when a situation of conflict requires action to safeguard or maintain peace.

With this commitment, Togo has always shown its willingness to contribute to international, regional and sub regional efforts for the resolution of several conflicts, particularly through its participation in peacekeeping operations. It is currently the 12th largest African provider of peace Operations with more than 1,700 men.

Our country intends to assume its role as a promoter of peace and security, with responsibility and determination. It is for this reason that in March of this year, we announced to the Secretary-General of the United Nations, on behalf of the President of the Republic, the decision of the Government to increase the number of Togolese soldiers in peacekeeping operations. At the same time, we reaffirmed our country's firm commitment to support any action to ensure a safer and more peaceful world. Peace in the world is the responsibility of the community of States and Togo is participating in the construction of the peace tower in the world.

On the other hand, peace and security can only be ensured and safeguarded when there are adequate mechanisms to anticipate situations that could compromise them. This crucial paradigm was reaffirmed by the President of the Republic, President-in-Office of the Conference of Heads of State and Government of ECOWAS, on October 14, 2017 in Bamako, on the inauguration of the Center for regional early warning system to combat insecurity and terrorism.

qui permettent d'anticiper sur les situations susceptibles de les compromettre. Ce paradigme crucial a été réaffirmé par le Président de la République, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, le 14 octobre 2017 à Bamako, à l'occasion de l'inauguration du Centre sous-régional d'alerte précoce destiné à lutter notamment contre l'insécurité et le terrorisme.

En affirmant, au sujet de ce Centre sous-régional d'alerte précoce, que : « Pour nous, la priorité, c'est la paix et la sécurité, et donc je pense que cet outil manquait à tous les dispositifs paix et sécurité de la CEDEAO, puisque nous étions dans la prévention, la gestion et le règlement », le Chef de l'Etat a mis une fois encore en exergue la nécessité d'allier l'anticipation à la gestion en matière de sécurité et de paix.

En définitive, la culture du dialogue, la promotion de la paix et, subséquemment, le refus de la guerre comme réponse aux différends internes ou internationaux appartiennent aux gènes de la diplomatie togolaise.

Au-delà de la promotion de la paix, notre diplomatie se veut un point d'encrage des initiatives visant à dynamiser la coopération intracommunautaire et la création de partenariats innovants dans le cadre du processus d'intégration des économies et des peuples.

ŒUVRER D'AVANTAGE AU RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ET À LA CRÉATION DE PARTENARIATS INNOVANTS EN FAVEUR DE L'INTÉGRATION

Se fondant sur une approche de solidarité et d'intégration dans l'espace régional et sous-régional, le Togo s'est engagé dans une consultation profonde avec les autres Etats pour asseoir un partenariat mutuellement bénéfique qui couvre notamment les domaines politiques, sociaux et économiques.

A travers des liens solides qu'il a établi avec chaque Etat membre aussi bien au niveau de la CEDEAO que de l'UA, le Togo s'assigne pour objectif l'institution d'un partenariat nouveau au contenu concret qui puisse véritablement contribuer à la réalisation d'un développement humain durable et à la réponse aux défis posés à la sécurité et à la stabilité des Etats.

En effet, en Afrique de l'Ouest comme partout ailleurs sur le continent, les mutations s'accroissent au fur et à mesure que les menaces à la sécurité se généralisent et que parallèlement l'économie s'essouffle. L'un des défis majeurs dans ce contexte est donc d'adapter au mieux les outils de la coopération à cette nouvelle conjoncture.

While asserting, with regards to this Center for sub-regional early warning, the Head of State maintained that «For us, the priority is peace and security, and therefore I think this tool was missing all peace and security devices of ECOWAS, since we were in prevention, management and regulation». He once again highlighted the need to combine anticipation with management in matters of security and peace.

Ultimately, the culture of dialogue, the promotion of peace and, subsequently, the rejection of war as a response to internal or international disputes belongs to the genes of Togolese diplomacy.

Beyond the promotion of peace, our diplomacy is an anchor of initiatives to boost intra-community cooperation and the creation of innovative partnerships in the process of integration of economies and peoples.

WORK MORE TOWARDS STRENGTHENING COOPERATION AND CREATING INNOVATIVE PARTNERSHIPS FOR INTEGRATION

Based on an approach of solidarity and integration in the regional and sub regional space, Togo engaged in a deep consultation with the other States to establish a mutually beneficial partnership which covers in particular the political, social and economic spheres.

Through strong links that it has established with each member State both at the level of ECOWAS and the AU, Togo is aiming for the establishment of a new partnership with a concrete content that can truly contribute to the achievement of sustainable human development and the response to challenges to the security and stability of States.

In West Africa, as everywhere else on the continent, changes are becoming more pronounced as security threats become more generalized and, at the same time, the economy is running out of steam. One of the major challenges in this context is therefore to better adapt the tools of cooperation to this new situation.

Togo, on its part, is trying to better highlight the possibilities these mutations conceal for ECOWAS. With a deep-water port, our country is a strategic entry point for part of the EU market, with great growth potential and favorable conditions for investment in general. This asset is fundamental in the consolidation of the common market but especially in the implementation of major structuring projects especially in terms of infrastructure in the ECOWAS region.

Le Togo, pour sa part, s'efforce de mieux mettre en lumière les possibilités que ces mutations recèlent pour la CEDEAO. Doté d'un port en eau profonde, notre pays est un point d'entrée stratégique pour une partie du marché communautaire, avec un grand potentiel de croissance et des conditions favorables à l'investissement qu'il offre en général. Cet atout est fondamental dans la consolidation du marché commun mais surtout dans la mise en œuvre des grands projets structurants notamment en matière d'infrastructures dans l'espace CEDEAO.

Au moment où le Togo assume la présidence de la CEDEAO, il est utile de rappeler que la réussite du processus d'intégration requiert, hormis la conception de projets ambitieux et la disponibilité de ressources humaines de qualité ainsi que de ressources financières conséquentes, une appropriation par chaque composante de la communauté des valeurs de paix, de partage et de solidarité.

En effet, lorsque l'on observe en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest les ravages que la guerre, l'instabilité et l'insécurité ont pu causer à certains Etats, l'on doit raisonnablement se rendre à l'évidence que la paix et la stabilité sont le ferment indéniable d'une véritable intégration.

Aussi, alors que notre espace sous-régional est engagé dans une entreprise décisive pour mutualiser les efforts et les ressources des Etats membres en vue d'offrir, dans le cadre de l'intégration, de meilleures conditions d'existence aux populations, il est plus qu'impérieux d'œuvrer à la préservation de la paix et de la stabilité sans lesquelles le vivre ensemble serait difficile et le processus d'intégration aléatoire.

Au demeurant, le Togo entend continuer sa politique volontariste au service de la paix en renforçant la coopération avec tous les autres pays dans la gestion des affaires régionales et internationales afin de défendre ensemble les droits et intérêts communs. Le caractère commun des défis nécessite une action collective à l'échelle globale capable de contenir les dangers d'où qu'ils proviennent comme l'enseigne le philosophe allemand Jürgen Habermas dans son ouvrage «Après l'Etat-nation».

Les efforts du Togo en vue du renforcement de la coopération et la création de partenariats innovants demeurent, dans le contexte régional et sous-régional, les véritables catalyseurs d'une intégration susceptible d'assurer aux populations un mieux-être et aux Etats un développement harmonieux et durable. Le Togo travaille à une Afrique plus intégrée, plus capable, plus agissante et consciente de ses responsabilités politiques, sécuritaires, sociales, économiques et humaines. L'idéal panafricain est au cœur de l'action publique extérieure de la République Togolaise

At the moment when Togo assumes the presidency of ECOWAS, it is worth remembering that the success of the integration process requires, apart from the design of ambitious projects and the availability of quality human resources as well as substantial financial resources, an appropriation for each component of the community of values of peace, sharing and solidarity.

Indeed, when one observes in Africa and particularly in West Africa the ravages that war, instability and insecurity may have caused to certain States, it must be reasonably realized that peace and stability are the undeniable sign of true integration.

Also, while our sub regional space is engaged in a decisive undertaking to pool the efforts and resources of the member States in order to offer, in the context of integration, better living conditions to the populations, it is more than imperious to work for the preservation of peace and stability without which living together would be difficult and the process of integration uncertain.

Moreover, Togo intends to continue its proactive policy in the service of peace by strengthening cooperation with all other countries in the management of regional and international affairs in order to jointly defend common rights and interests. The commonality of challenges requires collective action on a global scale that can contain the dangers from wherever they come, as taught by the German philosopher Jürgen Habermas in his book «After the Nation-State».

Togo's efforts to strengthen cooperation and the creation of innovative partnerships remain, in the regional and sub-regional context, the real catalysts for integration that will ensure people's well-being and the countries and to a harmonious and durable development. Togo is working towards a more integrated, more capable, more active Africa, conscious of its political, security, social, economic and human responsibilities. The pan-African ideal is at the heart of the Togolese Republic's external public action.





Diplomag Numéro 15 – Diplomag
Number 15 – Janvier/Mars 2018 –
January/March 2018

Directeur de la publication / Publicator
Director : Mme Abra TAY – Rédacteur
en chef / Editor in chief : M. Arsenn
AGBESSINO – Directeur de
Reportage / Director of Reporting:
M. Messan KLUTSE – Publicité
et Marketing / Advertising and
Marketing : Mme Mouto AGBA,
M. Messan TOGBEDJI – Relecture
: Valery KPADE / Noufandame
MOUGUILLIAGUE – Rédacteurs /
Editors : Directeurs centraux et chefs
missions diplomatiques - Point focal
DIPLOMAG : M. Sodou ADOM
- Conception graphique / Design
production : Rosaline A. ADELAN -
Nous écrire / Write us: Ministère des
Affaires étrangères, de la coopération
et de l'Intégration africaine, BP :
900 Lomé, Tél. : +228 22 21 36 01,
maeirtgce@yahoo.fr Photo couverture/
Cover pictures : Emmanuel PITA
DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAAC

SOMMAIRE

EDITORIAL

- PROMOTION DE LA PAIX ET DE L'INTEGRATION :
UNE CONSTANCE DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE** P3
- PROMOTION OF PEACE AND INTEGRATION:
A CONSTANCY OF TOGOLESE DIPLOMACY

FOCUS

- LE 52^{ÈME} SOMMET DE LA CEDEAO PLACÉ SOUS
LE SIGNE DE LA RÉFORME INSTITUTIONNELLE** P10

52ND ECOWAS SUMMIT UNDER THE BANNER OF
INSTITUTIONAL REFORM

- LA CONFERENCE REGIONALE SUR LA SITUATION
SECURITAIRE DANS LE SAHEL ET EN AFRIQUE DE
L'OUEST (BAMAKO, 12-14 OCTOBRE 2017): UN PAS DE
PLUS VERS LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE SOUS
REGIONALE** P12

THE REGIONAL CONFERENCE ON SECURITY IN THE SAHEL
REGIONAL AND IN WEST AFRICA (BAMAKO-MALI, 12-14 OCTOBER
2017): ONE MORE STEP TOWARD THE FIGHT AGAINST THE SUB
REGIONAL INSECURITY

DOSSIER

- IX^{ÈME} CONFERENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE
LOME « LA POLITIQUE EXTERIEURE D'ALLEMAGNE -
UNE POLITIQUE POUR LA PAIX EN EUROPE »** P15

9TH CONFERENCE OF DIPLOMATIC CLUB OF LOME "THE FOREIGN
POLICY OF GERMANY – A POLICY FOR PEACE IN EUROPE"

ACTUALITÉS

- CINQUIÈME SOMMET UNION AFRICAINE-UNION
EUROPÉENNE** P24

FIFTH AFRICAN UNION - EUROPEAN UNION SUMMIT

- LA 72^{ÈME} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES : KOMI SELOM KLASSOU A LA
TRIBUNE** P27

THE 72ND GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS
ORGANIZATION: KOMI SELOM KLASSOU AT THE TRIBUNE

- COOPERATION TURCO-TOGOLAISE : UNE AMBASSADE
DE LA TURQUIE BIENTÔT A LOMÉ** P29

TURCO-TOGOLESE COOPERATION: AN EMBASSY OF TURKEY
SOON IN LOME

- LA FRANCOPHONIE ADOPTE LA RÉOLUTION
TOGOLAISE SUR LES ÉCONOMIES NOUVELLES BLEUE
ET VERTE** P32

LA FRANCOPHONIE ADOPTS THE TOGOLESE RESOLUTION ON
THE NEW BLUE AND GREEN ECONOMIES

Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé



www.flyasky.com



The Pan African Airline

FOCUS

LE 52^{ÈME} SOMMET DE LA CEDEAO PLACÉ SOUS LE SIGNE DE LA RÉFORME INSTITUTIONNELLE

52ND ECOWAS SUMMIT UNDER THE BANNER OF INSTITUTIONAL REFORM



Par Dr Bakayota Koffi KPAYE, Directeur des affaires politiques
By Dr Bakayota Koffi KPAYE, Director of Political Affairs

Sous la présidence de la République togolaise, la 52^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO s'est réunie à Abuja au Nigéria, le 16 décembre 2017, pour débattre des questions cruciales portant sur l'avenir de l'institution communautaire. Elle a été précédée, le 12 décembre, du Conseil de médiation et de sécurité (CMS) et les 13 et 14 décembre du Conseil des ministres sous la présidence de **S.E. Prof. Robert DUSSEY**, président du Conseil des ministres de la CEDEAO.

La première réunion, en l'occurrence la 39^{ème} session ordinaire du CMS, s'est penchée sur la situation politique et sécuritaire dans la région. Il faut noter que l'Afrique de l'Ouest est confrontée depuis quelques années à une insécurité grandissante marquée par des actes terroristes perpétrés par des groupes criminels qui se sont installés dans des régions entières de certains Etats. La persistance de l'insécurité menace la stabilité de la région, d'où la nécessité pour la CEDEAO, à travers le CMS, de prendre des résolutions pertinentes. Le CMS a, à cet égard, formulé des recommandations à l'endroit des Etats et de la Commission de la CEDEAO dans le but d'instaurer un climat politique apaisé, d'une part et de lutter efficacement contre l'insécurité dans les pays traversant des situations politiques et sécuritaires difficiles d'autre part.

La 79^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres a, quant à elle, discuté de nombreux rapports portant sur l'état global de l'organisation sous-régionale, notamment la situation financière, le budget 2018 de l'organisation, la question de la réforme

Under the chairmanship of the Togolese Republic, the 52nd Ordinary Session Conference of Heads of State and Government of ECOWAS was held in Abuja, Nigeria, on December 16, 2017, to discuss crucial issues of the future of the Community institution. It was preceded on 12 December by the Council for Mediation and Security (CMS) and on 13 and 14 December of the Council of Ministers under the chairmanship of **S.E. Prof. Robert DUSSEY**, President of the Council of Ministers of ECOWAS.

The first meeting, in this case the 39th ordinary session of the CMS, focused on the political and security situation in the region. It should be noted that in recent years West Africa has been confronted with increasing insecurity marked by terrorist acts perpetrated by criminal groups that have settled in entire regions of some States. The persistence of insecurity threatens the stability of the region, hence the need for ECOWAS, through the CMS, to take relevant resolutions. In this regard, The CMS has made recommendations to States and the ECOWAS Commission with the aim of creating a peaceful political climate on one hand, and effectively fighting insecurity in the countries going through difficult political and security situations on the other hand.

The 79th ordinary session of the Council of Ministers, basically revolved around various reports regarding the overall state of the sub regional organization, including the financial situation, the 2018 budget of the organization, the question of institutional reform and major community projects. The Council of Ministers

institutionnelle et les grands projets communautaires. Le Conseil des ministres a délibéré sur les différents rapports et adopté de nombreuses recommandations contenues dans lesdits rapports. Aujourd'hui, beaucoup d'analyses soutiennent que la CEDEAO est la communauté économique régionale la mieux réussie en Afrique, en témoigne l'intention de certains Etats à y adhérer. Cependant, il faut reconnaître que l'organisation est confrontée à des difficultés financières. C'est pourquoi le Conseil a appelé les Etats membres à plus d'engagement et de responsabilité dans le versement de leurs contributions et du prélèvement communautaire qui sont les principales sources de financement de l'organisation. Ces deux assises ont favorisé la tenue effective du Sommet.

La Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO qui s'est déroulée sous la présidence de **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, président de la République togolaise et président en exercice de la CEDEAO, a adopté les rapports de CMS et du Conseil des ministres. Les dirigeants de la région ont aussi focalisé leur attention sur les grands sujets de l'institution que sont : la performance économique et la mise en œuvre des programmes d'intégration régionale, les Accords de Partenariat économique entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne, la paix, la sécurité et la démocratie, ainsi que des questions institutionnelles.

Sur chacun de ces sujets, la Conférence a pris d'importantes résolutions dont la mise en œuvre permettra à l'espace communautaire de relever les défis auxquels il est confronté. L'un des sujets ayant également nourri les discussions a été la question de la réforme institutionnelle de l'organisation. En effet, pour adapter les structures de la CEDEAO aux réalités nouvelles, l'organisation sous-régionale s'est lancée, depuis 2006, dans un vaste processus de réformes de ses structures, mécanismes et procédures de gestion de ses institutions. A l'entame des travaux, dans son discours d'ouverture, le Président **Faure Essozimna GNASSINGBE** a déclaré dans ce sens que : « (...) la question de la réforme institutionnelle engagée depuis quelques années ainsi que les perspectives qui s'ouvrent à notre organisation dans les années à venir n'échapperont pas à nos analyses (...) ». A cet égard, dans le communiqué final ayant sanctionné les travaux de cette session, la Conférence a insisté sur la nécessité d'opérer les réformes structurelles et institutionnelles qui permettront aux institutions de la CEDEAO d'être plus efficaces et efficientes. Elle a, dans cette logique, exhorté la Commission à accélérer la mise en œuvre du projet de réforme institutionnelle et veiller à la mise en place des processus de gestion du changement pouvant assurer le fonctionnement des institutions et agences communautaires restructurées. Enfin le Sommet a nommé l'ivoirien **Jean Claude BROU** au poste de président de la Commission de la CEDEAO pour un mandat de 4 ans à compter du 1^{er} mars 2018. ↘

deliberated on the various reports and adopted numerous recommendations contained in these reports. Today, many analysis argue that ECOWAS is the most successful regional economic community in Africa, as evidenced by the intention of some states to join. However, it must be recognized that the organization is facing financial difficulties. That is why the Council has called on Member States to increase their commitment and responsibility in the payment of their contributions and the Community levy, which are the main sources of funding for the organization. These two meetings favored the actual holding of the Summit.

*The Conference of Heads of State and Government of ECOWAS, which was chaired by **H.E Faure Essozimna GNASSINGBE**, President of the Togolese Republic and President-in-Office of ECOWAS, adopted the reports of CMS and the Council of ministers. The leaders of the region have also focused their attention on the main topics of the institution: economic performance and the implementation of regional integration programs, the Economic Partnership Agreements between West Africa and European Union, peace, security and democracy, as well as institutional issues.*

*On each of these topics, the Conference has taken important resolutions, the implementation of which will enable the community space to meet the challenges it faces. One of the topics that also fueled the discussions was the issue of institutional reform of the organization. Indeed, to adapt the structures of ECOWAS to new realities, the sub regional organization has, since 2006, embarked on a vast process of reforms of its structures, mechanisms and management procedures of its institutions. At the beginning of the proceedings, in his opening address, President **Faure Essozimna GNASSINGBE** declared in this sense that: «... the question of the institutional reform initiated in recent years as well as the prospects that are opening up to our organization in the coming years will not escape our analyzes (...) ». In this regard, in the final communiqué that sanctioned the work of this session, the Conference emphasized on the need for structural and institutional reforms that will enable the ECOWAS institutions to be more effective and efficient. In this logic, it urged the Commission to speed up the implementation of the institutional reform project and to ensure the implementation of change management processes that can ensure the functioning of the restructured EU institutions and agencies. Finally, the Summit appointed the Ivorian **Jean Claude BROU** as President of the ECOWAS Commission for a four-year term starting from March 1, 2018. ↘*

FOCUS

LA CONFERENCE REGIONALE SUR LA SITUATION SECURITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN SAHEL (BAMAKO, 12-14 OCTOBRE 2017): UN PAS DE PLUS VERS LA PAIX ET LA SECURITE

THE REGIONAL CONFERENCE ON SECURITY IN THE SAHEL REGIONAL AND IN WEST AFRICA (BAMAKO, 12-14 OCTOBER 2017): ONE MORE STEP TOWARD THE FIGHT AGAINST INSECURITY AND INSTABILITY



Faure GNASSINGBE entouré d'Ibrahim Boubacar KEITA, Président du Mali et Marcel Alain de SOUZA de la CEDEAO
Faure GNASSINGBE surrounded by Ibrahim Boubacar KEITA, President of Mali and Marcel Alain de SOUZA of ECOWAS

La question de la sécurité humaine de même que celle de la stabilité des territoires sont aujourd'hui devenues un enjeu majeur dans l'agenda politique international. La communauté internationale reste préoccupée par les ravages de l'insécurité et impliquée dans les différentes stratégies définies en vue de maintenir la paix et la sécurité partout. L'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel, particulièrement, connaissent depuis quelques années une recrudescence de la violence armée caractérisée par la présence de groupes terroristes qui ont établi leur base dans plusieurs zones de la sous-région ouest-africaine. En sus, des activités illicites dangereuses telles que les trafics d'êtres humains, d'armes et de drogue, alimentent cette insécurité sous-régionale plongeant ainsi des pans entiers des territoires dans l'insécurité et l'instabilité. Cette situation est consécutive aux événements politiques intervenus au Maghreb et en Afrique de l'Ouest elle-même où de nombreux conflits internes ont contribué au cours des deux dernières décennies à y aggraver une situation d'insécurité. L'instabilité politique, les guerres civiles, ainsi que les problématiques socioéconomiques, notamment le sous-développement et la pauvreté ont fragilisé les Etats.

Une telle situation convoque absolument une synergie d'actions en vue de trouver des solutions durables au phénomène de l'insécurité. En vue d'affiner une stratégie commune pour la

The question of human security as well as that of the stability of territories have become nowadays a major stake in the international policy agenda. The international community is highly preoccupied by the destructions of insecurity and involved in different strategies established in order to maintain peace and security everywhere. West Africa and the region of Sahel particularly, are facing since some years a worsening situation of armed violence characterized by the presence of terrorist groups which have established their bases in many areas of the West African sub region. Moreover, some dangerous illegal activities such as human trafficking, weapons and drugs etc. are source of this sub region insecurity putting in danger some entire territories in insecurity and instability. This situation is caused by the political events intervened in Maghreb and in West Africa itself where a lot of conflicts contributed to exacerbate the situation of internal insecurity during these two last decades. The political instability, civil wars as well as socioeconomic problematics, mainly underdevelopment and poverty weakened States.

Such a situation invites absolutely to a synergy of actions in order to find lasting solutions to this phenomenon of insecurity.

SECURITAIRE DANS LE SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST PAR LA LUTTE CONTRE L'INSECURITE SOUS REGIONALE

WEST AFRICA (BAMAKO-MALI,
THE SUB REGIONAL INSECURITY

Par Dr Bakayota Koffi KPAYE, Directeur des affaires politiques
By Dr Bakayota Koffi KPAYE, Director of Political Affairs



sécurisation du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le gouvernement malien avec la participation des organisations internationales et des Etats voisins de la région se sont retrouvés à Bamako, du 12 au 14 octobre 2017. Cette conférence régionale sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée, le narcotrafic et le trafic d'êtres humains avait pour objectif de procéder à une évaluation globale de la situation sécuritaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest. Cette rencontre internationale visait également à déterminer les voies et moyens d'intervention les plus appropriés pour assurer une neutralisation optimale des organisations criminelles dans l'espace sahélo-saharien et éradiquer leur expansion en Afrique de l'Ouest.

En réalité, la communauté internationale n'est pas restée inerte face au regain de violence et des menaces de déstabilisation de la sous-région. Qu'elles soient individuelles de la part de chaque Etat ou collectives émanant des Communautés économiques régionales (CER) ou des organisations internationales, plusieurs initiatives y ont été déployées. On peut noter, à cet effet, la présence des « Forces » telles que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA), la Force mixte multidimensionnelle (FMM) des pays du Bassin du Lac Tchad et le Bénin contre la secte

In order to arrange a common strategy for the security of the Sahel region and West Africa, ECOWAS and Malian Government with the participation of the international organizations and the neighbouring countries of the region met in Bamako from 12th to 14th October 2017.

This regional conference on the fight against terrorism, organized transnational criminality, drug trafficking and the traffic of human being had for objective to proceed to a global evaluation of the security situation in the Sahel and West Africa. This international meeting was also meant to determine manners of quick intervention in order to assure an optimal neutralization of criminal organization in Sahel-Saharan region and their expansion in West Africa.

In reality, the international community didn't stay without any action against the renewal of violence and threats of destabilization of the sub region. Either individual actions of each State or collective coming from Regional Economic Communities (RECs) or International organizations, many initiatives have been deployed. To that effect, one can notice the presence of "Forces" such as the United Nations multidimensional integrated Mission of Stabilization, the Multidimensional mixed Force of Lake Tchad Basin Countries and the Republic of Benin against the Islamic

FOCUS

islamiste Boko Haram, l'Opération française Barkhane contre le terrorisme au Sahel, la future force conjointe du G5 Sahel, etc. Le problème de l'insécurité et de la stabilité persistant toujours, il a été question à Bamako de réfléchir à une coordination de l'ensemble de ces initiatives afin de les rendre plus efficaces dans un élan de complémentarité opérationnelle.

L'acte fort de Bamako, à l'occasion de cette conférence, demeure l'adoption d'une déclaration dite « Déclaration de Bamako » par laquelle les participants se sont engagés à coopérer pleinement et à tous les niveaux pour débarrasser l'Afrique de l'Ouest du terrorisme, de l'extrémisme violent et du crime transnational organisé. Selon cette Déclaration, les participants ont décidé entre autres :

- d'initier un cadre de concertation régulière tant au niveau technique que politique avec les arrangements régionaux existants, notamment le G5-Sahel et la Commission du Bassin du Lac Tchad ;
- de renforcer la coopération inter-régionale entre la CEDEAO et la CEEAC sur les questions de paix et sécurité, et à entreprendre les consultations nécessaires pour la tenue, au premier semestre 2018 du Sommet conjoint des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et de la CEEAC sur le terrorisme et le crime transnational organisé ;
- de lancer un appel à tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux à renforcer leur soutien politique, technique et financier pour lutter contre le terrorisme et le crime transnational organisé dans l'espace sahélo-saharien.

La République togolaise a été représentée au plus haut sommet de l'Etat par **SEM Faure Essozimna GNASSINGBE**, président de la République et président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO. Préoccupé par la recrudescence du fait terroriste dans la région et soucieux de voir se poser davantage des actes concrets dans le cadre de la lutte contre l'insécurité généralisée, le président en exercice de la CEDEAO déclara qu'il faut parler moins et agir beaucoup plus pour venir à bout du terrorisme. Cette exhortation du patron de la CEDEAO est un appel à l'efficacité dans l'action contre l'insécurité en Afrique de l'Ouest.

En matière de lutte contre les fléaux liés à l'insécurité en Afrique, en général et en Afrique de l'Ouest, en particulier, de belles déclarations d'intention existent, de nombreuses rencontres se tiennent et des mécanismes sont mis en place. Cependant le phénomène persiste et tend à s'aggraver. Il se pose dès lors la question de l'efficacité de ceux-ci. Les abondantes réflexions et les diverses initiatives existantes devraient être appuyées de moyens multiformes si véritablement la communauté internationale veut venir à bout du terrorisme et des autres actes illicites qui déstabilisent le Sahel et par ricochet l'Afrique de l'Ouest. ↘

sect of Boko Haram, France operational Barkhane Force against terrorism in the Sahel, the future joint force of G5 Sahel etc.. The problem of insecurity and stability still persist, in Bamako it was a question to think about how to coordinate together these initiatives in order to make them more effective in an operational complementarity momentum.

The Bamako strong action during this conference remains the adoption of a "Declaration of Bamako" by which participants engage themselves to well cooperate and at all levels in order to get rid of terrorism, violent extremism and transnational organized crime in West Africa.

According to this Declaration, participants decided among other things to:

- *initiate a framework of regular consultation at technical and political levels with the existent regional arrangements, mainly with the G5- Sahel and Lake Tchad Commission Basin;*
- *reinforce interregional cooperation between ECOWAS and ECCAS on questions of peace and security and organized transnational crime;*
- *call upon all multilateral and bilateral partners to reinforce their political, technical and financial support for the fight against terrorism and organized transnational crime in the Sahel-Saharan region.*

*The Togolese Republic was represented at the highest State level by **HE Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE**, President of the Republic and Chairman of the ECOWAS Heads of States and Governments conference. Worried about the outbreak of terrorist acts in the region and anxious to see concrete actions in the framework of the fight against generalized insecurity, the Chairman of ECOWAS declared that one should speak less but act a lot in order to bring terrorism to an end. This exhortation of the ECOWAS Chairman is an appeal for efficiency of actions against insecurity in West Africa.*

Concerning the fight against the causes of insecurity in West Africa, in particular, we have well intentional declarations, many meetings are held and some mechanisms are being put in place. Nevertheless, the phenomenon persists and is even trying to worsen. Therefore, the question of their efficiency could be asked. All the ideas and initiatives which exist should be supported by multiform means if really the international community wishes to finish with terrorism and other unlawful actions which destabilize Sahel region and indirectly West Africa. ↘

DOSSIER



Orateur de la conférence, S.E.M Christoph SANDER / *The speaker of the conference, H.E.M Christoph SANDER*

IX^{ÈME} CONFERENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ « LA POLITIQUE EXTÉRIEURE D'ALLEMAGNE - UNE POLITIQUE POUR LA PAIX EN EUROPE »

9TH CONFERENCE OF DIPLOMATIC CLUB OF LOMÉ “THE FOREIGN POLICY OF GERMANY – A POLICY FOR PEACE IN EUROPE”

Par Le Comité de rédaction
By Drafting committee

Les membres et invités du Club Diplomatique de Lomé se sont retrouvés le 29 septembre 2017 à l'hôtel Sarakawa, où s'est tenue la neuvième conférence du think tank du ministère togolais des affaires étrangères sur le thème : « **La politique extérieure d'Allemagne, une politique pour la paix en Europe** ».

Autour de l'orateur, SEM. Christoph SANDER, Ambassadeur

The members and guests of the Lomé Diplomatic Club met on September 29, 2017 at the Sarakawa Hotel, where the ninth conference was held: « **GERMANY'S FOREIGN POLICY, A POLICY FOR PEACE IN EUROPE** ».

Around the speaker, SEM. Christoph SANDER, the Ambassador of the Federal Republic of Germany, was the Prof. Robert

DOSSIER

de la République Fédérale d'Allemagne, se trouvaient le **Prof. Robert DUSSEY**, ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, ainsi que le **Prof. Adoté BLIVI**, modérateur.

Nous vous proposons l'intégralité de la communication de l'orateur.

« Excellence Monsieur le Ministre, cher Robert, Excellence Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations internationales au Togo Chers invités, Mesdames et Messieurs!

Je remercie M. le Ministre DUSSEY pour l'honneur de pouvoir m'adresser aux membres de ce Club très distingué pour faire quelques remarques sur la diplomatie allemande, sur la position de l'Allemagne en Europe et dans le Monde.

L'honneur est même plus grand parce que **je suis sur cette tribune avec mon collègue et cher ami l'Ambassadeur de Chine**, qui nous a présenté sa vision d'une puissance émergente qui cherche à trouver sa place dans le Monde en se fondant sur son économie dynamique et en reliant les nations partenaires par la nouvelle **Route de Soie**.

Cher Ambassadeur, quand je faisais mes recherches pour mon allocution de ce soir, je ne pouvais que remarquer qu'il y a **quelque similarité entre l'Allemagne et la Chine: les deux nations se trouvent au centre géographique de leur région**. En Chine, on parlait même de l'Empire du Milieu.

Dans toutes les deux régions, à leur époque, il y avait, et dans le cas de la Chine, il y a, des transformations au centre de leur région respective: le Monde doit aujourd'hui s'adapter à une nouvelle puissance émergente en Asie, tout comme l'Europe devait le faire après l'unification de l'Allemagne en janvier 1871, au Salon des Glaces du Château de Versailles.

Excellence, M. le Ministre,

Je ne veux trop jouer sur ces similarités, parce que toutes les nations sont différentes et parce que toutes les régions sont différentes.

Mais, cher Ambassadeur, comme nous connaissons toutes les catastrophes dont a souffert l'Europe pendant le 20^{ème} siècle, **je note avec satisfaction que l'approche de la Chine avec sa vision d'une nouvelle Route de Soie s'appuie davantage sur le commerce que sur le militaire**.

J'espère que les hommes d'États et les diplomates

DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, as well as **Prof. Adoté BLIVI**, moderator.

We offer you the full speech of the speaker.

“Your Excellency Minister, Dearest Robert, Your Excellencies Ambassadors and Representatives of International Organizations in Togo, Dear guests, Ladies and Gentlemen!

I would like to thank Minister Dussey for giving me the opportunity to address the members of this very distinguished Club to make a few remarks on German diplomacy, on the position of Germany in Europe and in the world.

The honor is even greater because **I am on this platform with my colleague and dear friend, the Ambassador of China**, who presented us his vision of an emerging power seeking to find its place in the World on the basis of its dynamic economy and in linking the partner nations through its new **Silk Road (One Belt, One Road - OBOR)**.

Dear Ambassador, when I was doing my research for my speech this evening, I could only notice that there is **some similarity between Germany and China: the two nations are, geographically, at the center of their region**. In China, there was even talk of Zhōngguó (the Middle Empire).

In both regions, and in their time, there were transformations at the center of their respective regions in the case of China,; the world must now adapt to a new emerging power in Asia, just as Europe did after the Proclamation of the Germany Empire in January 1871, at the Hall of Mirrors of the Palace of Versailles (Salon des Glaces at the Château de Versailles). Your Excellency, Minister,

I don't want to dwell too much on these similarities because all nations are different so are regions.

But, Dear Ambassador, as we are aware of the major disasters suffered by Europe during the 20th century, **I am pleased that China's approach with its new Silk Road vision (One Belt, One Road- OBOR) has more to do with trade than with military**.

I hope that the statesmen and diplomats of today will have more wisdom than the politicians of Europe at that time!

Your Excellency, Ladies and Gentlemen,

A prominent historian, **Christopher CLARKE**, Professor at Oxford University, qualified statesmen and diplomats of Europe before 1914 as “**sleepwalkers**”, title of his masterpiece. When I am asked to describe the foreign policy of modern Germany in a brief sentence, I will say **that we will always try**

d'aujourd'hui auront plus de sagesse que les politiciens de l'Europe à l'époque!

Excellence, Mesdames et Messieurs,

Un historien éminent, **Christopher CLARKE**, Professeur à l'Université d'Oxford, a nommé les hommes d'État et les diplomates d'Europe avant 1914 des «**somnambules**», titre de son œuvre magistral.

Quand on me demande de décrire la politique extérieure de l'Allemagne moderne dans une brève phrase, je dirai **qu'on essaiera toujours d'éviter les erreurs de nos grands-pères**, de tomber dans une nouvelle catastrophe comme ces somnambules d'ailleurs!

Le *Leitmotiv* de la République fédérale d'Allemagne dès 1949 est devenu: «**Deutsche Außenpolitik ist europäische Friedenspolitik**», la Politique extérieure d'Allemagne est une politique pour la paix en Europe.

Ce leitmotiv était devenu presque comme une blague au Ministère fédéral des Affaires Etrangères quand je suis entré en service en 1983. Quand je devais écrire mon premier projet de discours pour le **Ministre Hans-Dietrich GENSCHER**, mon Directeur me disait qu'il fallait mettre absolument la phrase «**Deutsche Außenpolitik ist europäische Friedenspolitik**» dans le projet. «Cette phrase est de rigueur», disait-il, «tout le reste M. GENSCHER connaît lui-même».

Bon, M. GENSCHER avait à l'époque déjà plus de 10 ans d'expérience, et je n'ai pas donné d'argument.

I) 1871

Mesdames et Messieurs,

Qu'est-ce que ça veut dire, une politique de la paix pour l'Europe, du point de vue de l'Allemagne? Permettez-moi d'expliquer dans quelques mots comment je vois le cadre pour la diplomatie allemande.

Tout d'abord, **chaque pays fait la diplomatie de sa géographie**. C'était pour cela que j'ai demandé une carte de l'Europe. Regardez, Mesdames et Messieurs! Vous trouverez **l'Allemagne au centre de l'Europe**, entre le Cape du Nord et la Sicile, entre Gibraltar et l'Oural.

Au début du 19^{ème} siècle, à l'issue de la Conférence de Vienne cette région au cœur de l'Europe était divisée en plusieurs Etats, entre l'empire d'Autriche, grande puissance européenne pour plusieurs siècles, la Prusse, qui avait justement pu survivre aux

to avoid the mistakes of our grandfathers, to fall into a new disaster as those former sleepwalkers!

The Leitmotiv of the Federal Republic of Germany as of 1949 has become: «Deutsche Außenpolitik ist europäische Friedenspolitik», Germany's Foreign Policy is a policy for peace in Europe.

*This Leitmotiv has become almost a joke at the Federal Foreign Affairs Ministry when I took office in 1983. When I was to write my first draft-speech for **Minister Hans-Dietrich GENSCHER**, my Director told me that it was absolutely necessary to include the phrase «Deutsche Außenpolitik ist europäische Friedenspolitik» in the draft. "This phrase became a slogan" he said "everything else, Mr. GENSCHER he knows it".*

Well, M. GENSCHER had at that time already more than 10 years of experience, and I did not give any argument.

I) 1871

Ladies and Gentlemen,

What does it mean a policy of peace for Europe, from the point of view of Germany? Let me explain in a few words how I see the framework for German diplomacy.

*First of all, **every country makes the diplomacy of its geography**. That's why I asked for a map of Europe. Look, Ladies and Gentlemen! You will find **Germany in the center of Europe**, between, the Northern Cape and Sicily, between Gibraltar and the Urals.*

At the beginning of 19th century, at the end of the Vienna Conference, this region in the heart of Europe was divided into several states, between the Empire of Austria, major European power for several centuries, Prussia, and were able to survive the wars of the Napoleonic era, followed by Bavaria and a broad spectrum of small lands and cities.

This region had been divided for centuries, although the Holy Roman Empire still legally existed. The states had made their own political alliances for centuries; the power of the Habsburgs not being strong enough to impose themselves on the other Princes.

*So an Empire in the center of Europe, or rather **a region, that could not threaten the other powers**.*

A region where peripheral empires such as: France, Sweden, Russia and Turkey had battled for centuries.

*Excellency, Minister,
Politics among nations is dynamic. New data that change*

DOSSIER

guerres de l'époque de Napoléon, suivi par la Bavière et toute une panoplie de petits territoires et villes.

Cette région avait été divisée pour des siècles, même si juridiquement existait toujours le Saint Empire Romain. Les Etats avaient fait leurs propres alliances politiques pour des siècles, le pouvoir des Habsburg n'étant pas suffisamment fort pour s'imposer aux autres Princes.

Donc un Empire au centre de l'Europe, ou plutôt **une région, qui ne pouvait pas menacer les autres puissances.**

Une région ou les empires périphériques comme la France, la Suède, la Russie et la Turquie avaient fait leurs batailles pour plusieurs siècles.

*the correlation of forces arrive and a **political void does not remain empty.***

*What were the new data in the center of Europe in 19th century? First of all, the discovery of **steam power**, and the fact that the different territories of Prussia were acquired coincidentally by alliance and war for several centuries, possessed much of the coal, the engine for the process of industrialization.*

*Prussia became the most dynamic economy of the German region. **BISMARCK** used this economic dynamic and the concern of the other European powers in other regions to unify the German territories, excluding Austria by three wars against Denmark, Austria and France.*

***BISMARCK** explained at that time that key issues of nations are decided by "**iron and blood!**"*



Photo de famille / Participants group photo

Excellence, M. le Ministre,

La politique entre les nations est dynamique. Arrivent des nouvelles données qui changent la corrélation des forces et **un vide politique ne reste toujours vide.**

Quelles étaient au 19^{ème} siècle les nouvelles données au centre de l'Europe? Tout d'abord, la découverte de **la puissance de vapeur**, et le fait que les différents territoires de la Prusse, acquis par hasards de noce et par guerre depuis plusieurs siècles, possédaient beaucoup du charbon, moteur de l'industrialisation.

La Prusse devenait la plus dynamique économie de la région allemande. **BISMARCK** utilisa cette dynamique économique et la

Let us remember that at that time, war was an accepted mean of diplomacy that two world wars were needed to finally limit the right to war within the United Nations.

***Suddenly, in the heart of Europe, there was a great power** that had a very dynamic economy and demographics. Germany had modern universities and businessmen who knew how to apply new scientific discoveries to their businesses.*

The society was proud of its achievements and the political parties in power did not hesitate to take nationalist positions and pursue imperialists' aims. All this combined with a militarist and even semi-feudal political structure, when I consider Prussia where the right to vote of the 3 classes

préoccupation des autres pouvoirs européens dans les autres régions pour unifier les territoires allemands, à l'exclusion de l'Autriche, par trois guerres contre le Danemark, l'Autriche et la France.

BISMARCK expliquait à l'époque, que les grandes questions des nations sont décidées par «**fer et sang**»!

Rappelons qu'à l'époque, la guerre était un moyen accepté de la diplomatie, qu'il fallait deux guerres mondiales pour finalement limiter le droit à la guerre au sein des Nations Unies.

Soudainement, il y avait au cœur de l'Europe une grande puissance qui possédait une économie et une démographie très dynamique. L'Allemagne avait des universités modernes et des hommes d'affaires qui savaient comment appliquer les nouvelles découvertes scientifiques pour leurs entreprises.

La société était fière de ses accomplissements et les partis politiques au pouvoir n'hésitaient pas à prendre des positions nationalistes et à poursuivre des buts impérialistes. Tout cela combiné à une structure politique militariste et même semi-féodal, quand je considère la Prusse où régnait toujours le droit de vote de 3 classes.

Mesdames et Messieurs,

Immédiatement après la création du deuxième Empire allemand, **cet Empire de Bismarck**, il était clair que **la diplomatie en Europe avait changé**. La nouvelle puissance n'était pas suffisamment grande pour s'imposer aux autres nations.

À l'envers, toutes les autres nations savaient que **l'Allemagne unifiée pouvait changer la corrélation de forces** si l'Allemagne s'alliait à un adversaire traditionnelle d'une nation.

La Grande Bretagne commençait presque automatiquement à faire **le contrepoids** contre l'Allemagne, comme elle l'avait fait pendant des siècles contre la France.

L'unification en soi, même sans une politique nationaliste, aurait changé l'Europe. Ce n'était pas une nouvelle Suisse, riche, ouverte pour le commerce sans répercussions sur la balance des forces.

Moi, je ne suis pas sûr, si **BISMARCK** avait considéré toutes ces conséquences avant l'acte d'unification à Versailles. Je sais seulement qu'il commençait immédiatement après Versailles de bâtir un système des alliances bilatérales pour prévenir une grande coalition contre l'Allemagne. Il avait le «**cauchemar des coalitions**».

II) 1945

Mesdames et Messieurs,

always reigned.

Ladies and Gentlemen,

*Right after the creation of the Second German Empire, **this Bismarck Empire**, it was clear that **diplomacy in Europe has changed**. The new power was not big enough to impose itself upon the other nations.*

*On the other hand, all other nations knew that **unified Germany could change the correlation of forces** if Germany made an alliance with a nation's usual opponent.*

***Great Britain** began almost automatically to counterbalance Germany, as it had for centuries against France.*

***Unification in itself, even without a nationalist policy would have changed Europe**. It was not a new Switzerland, rich, open to trade without repercussions on the balance of powers.*

*Myself, I am not sure, if **BISMARCK** had considered all these consequences before the act of unification at Versailles. I only know that it started immediately after Versailles to build a system of bilateral alliances to prevent a great coalition against Germany. He had the « coalition nightmare »*

II) 1945

Ladies and Gentlemen,

We are aware of the consequences. Two catastrophic wars, tens of millions dead, and ultimately, a divided Germany.

*The reorganization of Europe at **Yalta and Potsdam**, the heart of Europe divided by an iron curtain.*

***A fragile stability** imposed by the two most powerful military alliances ever.*

*The **center controlled** by two peripheral alliances. Problem solved, then?*

*The history is not as such! **From the ashes of this "iron and blood" policy led ad extremis, emerged the seeds of a new Europe**.*

*The necessary condition was the policy of this "benevolent hegemon" with the words of Madeleine ALBRIGHT, the former Secretary of State of the United States. The « **Marshall Plan** » gave to Europeans the confidence to rebuild and think about the future of their continent.*

*They were visionary statesmen like **Robert SCHUMANN** and **Claude MONET** who took advantage of the stability imposed by the Cold War to create during the 1950's the foundations of*

DOSSIER

Nous connaissons les conséquences. Deux guerres catastrophiques, des dizaines de millions de morts, et, finalement, une Allemagne divisée.

La réorganisation de l'Europe à **Yalta et à Potsdam, le cœur de l'Europe divisé** par un rideau de fer.

Une stabilité fragile imposée par les deux alliances militaires les plus puissantes.

Le **centre contrôlé** par deux alliances périphériques. Problème résolu, donc?

L'histoire n'est pas comme ça! **Des cendres de cette politique de «fer et sang» mené ad extremis** sortaient **les germes d'une Europe nouvelle.**

La condition nécessaire était la politique de cet «hégémon bienveillant» avec les mots de Madeleine ALBRIGHT, l'ancienne Secrétaire d'État des États-Unis. Le **«Plan Marshall»** donna aux Européens la confiance de rebâtir et de penser au futur de leur continent.

C'était des hommes d'État visionnaires comme **Robert SCHUMANN** et **Claude MONET** qui profitaient de la stabilité imposée par la guerre froide pour créer pendant les années 50 les fondements des institutions européennes que nous connaissons aujourd'hui.

Drôle de l'histoire, c'était un Anglais, **Winston CHURCHILL** qui a donné le nom à cette entité sui generis qui devenait **l'Union Européenne** au cours de quelques 40 ans par cette méthode géniale appelée **«Méthode Monet»**:

- Trop de sang et de mauvais souvenirs trop frais? «Parlons du charbon et des intérêts économiques communs!»
- Mieux, **créons des liens économiques tellement étroits** qu'aucun pays ne pourrait quitter sans problèmes plus graves que ceux qu'on cherche à régler (*nos amis anglais sont en train d'apprécier la sagesse de cette formule!*)
- **Manque de confiance** à tous les niveaux pour régler toutes les grandes questions immédiatement? «Parlons d'une communauté évolutive où on approche les problèmes quand ils s'imposent».
- Décisions en conseil par des grandes nations comme **la France, l'Allemagne et l'Italie**, mais aussi par une petite nation souveraine comme le **Luxemburg**? «Donnons relativement plus des votes aux petites nations et imposons une majorité qualifiée pour protéger les petites!»

On parla de l'économie, mais **le but était clair: encadrer l'Allemagne** fortement dans les institutions communes pour éviter le problème d'un centre instable.

the European institutions that we know today.

*The funny part of the story was that a British man, **Winston CHURCHILL** gave the name to this sui generis entity that became the **European Union** in the next few 40 years by this brilliant method called **“Monet Method”**:*

- *Too much blood and fresh bad memories? “Let’s talk about coal and common economic interests!”*
- *Better, **let’s create closer economic ties** that no country could leave without greater problems than those we are trying to solve (our English fellows are enjoying the wisdom of this concept!)*
- ***Lack of confidence** at all levels to address all major issues right away? “Let’s talk about an evolving community or approach problems when they arise”.*
- *Decisions in Council by the major nations like **France, Germany and Italy** but also by a small sovereign nation like **Luxembourg**? “Let’s give relatively more votes to small nations and impose a qualified majority to protect the small ones!”*

*We talked about economy, but **the aim was clear: to strongly supervise Germany** in common institutions to avoid the trouble of an unstable center.*

*For Germany, or perhaps more precisely, for the free part of Germany, there was **the key question of the 20th century**: to seek the reunification of Germany at once in the framework of the Cold War at the cost of neutralization as proposed by **STALINE** or integrating the West?*

*The decision of the German Chancellor at the time, **Konrad ADENAUER**, was clear: the Federal Republic of Germany had to be firmly linked to the West, the famous **«Westbindung»** in German. There is no question of precarious neutrality seeking for advantages in the East and the West. The FRG was militarized, joined NATO and became a partner among others in the European institutions.*

***ADENAUER** preferred the stability of the Cold War to the risks of neutrality threatened by all sides. **Politics for peace in Europe** accepting for the moment the division of Germany. That was the case, Minister, when I got into Ministry in the 80's: a whole generation of politicians like the Chancellors **Helmut SCHMIDT** and **Helmut KOHL** and the Minister **GENSCHER** had grown up in the context of the decision taken by Adenauer and continued by the Chancellor **Willy BRANDT**.*

III) 1990

***This key decision for peace in Europe**, integration in the West, to the institutions created by NATO and European Community,*

Pour l'Allemagne, ou peut-être plus précis, pour la partie libre d'Allemagne, se posait **la question clé du 20^{ème} siècle**: chercher immédiatement la réunification de l'Allemagne dans le cadre de la guerre froide, au prix d'une neutralisation comme le proposait STALINE, ou l'intégration à l'Ouest?

La décision du Chancelier allemand de l'époque, **Konrad ADENAUER**, fut claire: la République fédérale d'Allemagne devait se lier fermement à l'Ouest, la fameuse «**Westbindung**» en Allemand. Pas question d'une neutralité précaire cherchant des avantages à l'Est et à l'Ouest. La RFA s'est remilitarisée, entra à l'OTAN et devint un partenaire entre autres au sein des institutions européennes.

ADENAUER préférait la stabilité de la guerre froide sur les risques d'une neutralité menacée par tous les côtés. **Politique pour la paix en Europe**, acceptant pour le moment la division de l'Allemagne. C'était la situation, M. le Ministre, quand je suis entré au ministère pendant les années 80: toute une génération des politiciens comme les Chanceliers Helmut SCHMIDT et Helmut KOHL et le Ministre GENSCHER avait grandi dans le contexte de la décision prise par Adenauer et continué par le Chancelier Willy BRANDT.

III) 1990

Cette décision clé pour la paix en Europe, l'intégration à l'Ouest, aux institutions créées par l'OTAN et la Communauté d'Europe, a guidé **KOHL et GENSCHER** après **la chute du mur de Berlin**: Maintenir la stabilité bâtie par l'Alliance Nord-Atlantique et par l'intégration aux institutions européennes fortes.

De l'époque entre la chute du mur et la réunification, je me souviens des **deux photos iconiques**:

- l'une montre KOHL avec Wladimir GORBACHOV en Caucase,
- l'autre montre KOHL avec le Président français François MITTERAND sur la plage de Biarritz.

GORBACHOV voulait des garanties de KOHL que l'Allemagne ne menacerait jamais l'Union soviétique, et KOHL était clair: intégration à l'OTAN: Oui, pour éviter la fragilité d'un centre de l'Europe neutre, mais pas d'extension militaire de l'OTAN vers l'Est.

MITTERAND voulait des garanties de KOHL sur la continuation de l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans des conditions changées. Encore une fois, la réponse de KOHL était claire: Oui!, et cette décision commune nous a amené vers le Traité de Maastricht et la création de l'Euro.

guided KOHL and GENSCHER after the fall of Berlin wall: Maintaining stability built by the North-Atlantic Alliance and by integration of strong European institutions.

From that era between the fall of Berlin wall and reunification, I remember of two iconic photos:

- *one showing KOHL with Wladimir GORBACHOV in Caucasia,*
- *the other showing KOHL and the French President François MITTERAND on the beach of Biarritz.*

GORBACHOV wanted guarantees from KOHL that Germany would never threaten the Soviet Union, and KOHL was clear: integration to NATO: Yes, to avoid the fragility of a neutral center of Europe, but no military extension of NATO to the West.

MITTERAND wanted guarantees from KOHL on the continuation of the integration of West Germany under changed conditions. Once again, KOHL's response was clear: Yes! And this joint decision led us to the Maastricht Treaty and the creation of Euro.

A third question had already been settled by President George BUSH: the recognition of Poland borders.

The result of all these decisions taken in this brief period of eleven months between November 11, 1989 and October 3, 1990 was the reunification of Germany in consensus with all our neighbors in Europe.

Like BISMARCK at the time, KOHL could benefit from a unique international constellation: power in the East of Europe had other concerns, and power in the West supported in a sympathetic manner the result of its efforts over 40 years.

But Germany, well, the FRG had contributed greatly to the reunification, this time in consensus and not by "iron and blood":

- *take a decision at all times for peace and stability in Europe,*
- *become a partner within the Western institutions, and*
- *By claiming that reunification was always sought, but only in the context of a peaceful solution for all the countries of Europe – the famous letter on "German Unification" by Chancellor Willy BRANDT.*

IV) 2017

Excellence, Minister,

DOSSIER

Une troisième question avait déjà été réglée **par le Président George BUSH**: la reconnaissance des frontières de la Pologne. Le résultat de toutes ces décisions prises dans cette brève période de quelques onze mois entre 11 Novembre 1989 et le 3 Octobre 1990 était **la réunification d'Allemagne en consensus** avec tous nos voisins en Europe.

Comme BISMARCK à l'époque, KOHL pouvait profiter d'une constellation internationale unique: la puissance à l'est de l'Europe avait d'autres soucis, et la puissance à l'ouest soutenait d'une manière bienveillante le résultat de ses efforts pendant 40 ans.

Mais l'Allemagne, bon, **la RFA, avait fortement contribué à la réunification, cette fois en consensus et non par «fer et sang»:**

- prendre à tout moment une décision pour la paix et la stabilité en Europe,
- devenir partenaire au sein des institutions de l'Ouest, et
- en affirmant qu'on cherchait toujours la réunification, mais seulement dans le cadre d'une solution pacifique pour tous les pays de 'Europe - la fameuse lettre sur «l'Unification allemande» du Chancelier Willy BRANDT.

IV) 2017

Excellence, M. le Ministre,

Comme je viens de le dire: l'histoire est dynamique et la corrélation des forces change toujours.

Aujourd'hui, **l'Europe doit faire face à deux défis nouveaux:**

- comment réagir vers **l'agression russe** contre la souveraineté d'un pays européen?, et
- **comment changer les institutions européennes** pour faire face à la crise économique et financière?

Sur la question de **l'Ukraine**, l'Union Européenne a réagi avec des sanctions dures et avec l'offre de médiation en format dit «Normandie».

La crise économique et financière est beaucoup plus grave pour les institutions européennes. Nous l'avons vu: les marchés n'ont pas de patience avec les procédures parfois archaïques de Bruxelles. Les marchés ne veulent pas attendre jusqu'à ce que le conseil à Bruxelles ait trouvé un compromis.

Une fois qu'on a besoin de l'argent, s'impose la question du «rating». Les marchés ne respectent pas les décisions des conseils, ils regardent seulement le fameux «**rating AAA**».

Résultat: Plus de compromis en conseil, plus de décision à la majorité qualifiée, plus de blocking minorité. Les Marchés regardent vers Berlin, **les institutions sont en déséquilibre.**

As I have just said, history is dynamic and the correlation of forces always changes.

Today, Europe must face two new challenges:

- *how to react to Russian aggression against the sovereignty of an European country? And*
- *How to change the European institutions to face the economic and financial crisis?*

On the Ukraine issue, the European Union has reacted with harsh sanctions and with the offer of mediation in a format known as "Normandy".

The economic and financial crisis is much more serious for the European institutions. We have seen that markets have no patience with the sometimes mysterious procedures of Brussels. The markets do not want to wait until the Council in Brussels has found a compromise.

Once you need money, the question of "rating" becomes necessary. Markets do not respect the decisions of the Boards; they only look at the famous "AAA rating".

As a result: More compromise in the Boards, more decision in the qualified majority, more of blocking minority. Markets look towards Berlin, institutions are instable.

For the time being, the President of the European Central



CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ

Pour le moment, **le Président de la Banque centrale Européenne, Mario DRAGHI**, a sauvé la situation en disant: **«Whateverittakes!»**.

Un **Monsieur non-élu** par les citoyens européens, prenant une décision en interprétation libre des règles européennes, mais en consensus tacite avec Berlin et Paris, est aujourd'hui peut-être même plus puissant que les chefs d'État et de gouvernement d'Europe.

Mesdames et Messieurs,

C'est en quelques mots, la situation en Europe au lendemain des élections en Allemagne. **On s'est débrouillé**, pour l'instant.

Mais c'est **un moment de crise**:

- **La Grande Bretagne** est en train de sortir de l'Europe.
- **La Pologne et la Hongrie** défient le consensus constitutionnel européen.
- Comme **les Écossais** d'abord, aujourd'hui **les Catalanes** revendiquent leur indépendance.
- Nous regardons avec trépidation **la dynamique démographique au sud de la Mer Méditerranée**.
- Il y a toujours le risque d'**une faillite souveraine**.

Le nouveau gouvernement allemand doit faire face aux défis que je viens de décrire. Certes, il n'est pas à l'Ambassadeur d'Allemagne au Togo de donner des avis publics aux politiciens. Mais je suis sûr, M. le Ministre, que nous arriverons à résoudre les grandes questions de notre époque si nos politiciens seront guidés par les mêmes principes que SCHUMANN, MONET et ADENAUER après la 2^{ème} guerre mondiale et MITTERAND, KOHL et GENSCHER après la chute du mur de Berlin.

Et je suis optimiste: En 2017, l'Europe a donné des réponses fortes au populisme par les élections en Autriche, aux Pays-Bas et - bien-sûr - en France, où un jeune Président dynamique a été élu sur la base d'un programme fortement pro-européen.

Le Président MACRON vient de formuler ses propositions pour l'avenir de l'Europe le mardi passé.

En Allemagne, pour la première fois va entrer au Bundestag un parti de droit du CDU/CSU. 13%, c'est grave, mais soyons clairs: **La plus grande majorité des députés élus en Allemagne ont exprimé des convictions pro-européennes**.

Je suis sûre que le futur gouvernement allemand sous le leadership de la Chancelière Angela MERKEL sera guidé par la phrase de Hans-Dietrich GENSCHER:

«La politique extérieure d'Allemagne est une politique pour la paix en Europe!» ↴

Bank, Mario DRAGHI, saved the situation by saying: «Whateverittakes!»

A gentleman not elected by European citizens, taking a decision in free interpretation of European rules, but in tacit consensus with Berlin and Paris, is perhaps even more powerful today than the Heads of State and Government of Europe.

Ladies and Gentlemen,

It is in a few words, the situation in Europe following the elections in Germany. We managed, at the moment.

But it is a moment of crisis:

- **Great Britain** is exiting Europe.
- **Poland and Hungary** defy the European constitutional consensus.
- Like **the Scots** first, today **the Catalans** claim their independence.
- We look with excitement to the demographic dynamics in the South of the Mediterranean Sea.
- There is always the risk of sovereignty collapse.

The new German government must face the new challenges I have just described. It is certainly not to the German ambassador in Togo to give public advisories to politicians. But I am sure, Minister, that we will be able to resolve key issues of our times if our politicians are guided by the same principles as SCHUMANN, MONET and ADENAUER after the Second World War and MITTERAND, KOHL and GENSCHER after the fall of the Berlin Wall.

And I am optimistic: In 2017, Europe gave strong answers to populism by the elections in Austria, the Netherlands and of course in France where a young dynamic President was elected on the basis of a highly pro-European program.

President MACRON has just made his remarks for the future of Europe on Tuesday.

In Germany, for the first time, a center-right party, the Christian Democratic Union of Germany (CDU) and Christian Social Union in Bavaria (CSU) known as the CDU/CSU faction will enter the Bundestag. 13%, it is serious, but let's be clear: the largest majority of elected deputies in Germany have expressed pro-European convictions.

I am sure that the future German government under the leadership of Chancellor Angela MERKEL will be guided by the phrase of Hans-Dietrich GENSCHER:

«Germany's foreign policy is a policy for peace in Europe!» ↴

ACTUALITÉS

CINQUIEME SOMMET UNION AFRICAINE-UNION EUROPEENNE

FIFTH AFRICAN UNION - EUROPEAN UNION SUMMIT

Par S.E.M. Kokou Nayo M'BEOU, Ambassadeur du Togo en Belgique et Représentant permanent auprès de l'UE
By H.E.M Kokou Nayo M'BEOU, Ambassador of Togo to Belgium and Permanent representative to the EU



Le Sommet Union africaine-Union européenne, le premier sous cette appellation, et le cinquième de ce genre entre l'Afrique et l'Union européenne, s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 29 et 30 novembre 2017. Il a été précédé du 25 au 27 novembre des réunions préparatoires des hauts fonctionnaires africains et européens, et le 28 novembre de la réunion conjointe des Ministres des Affaires étrangères.

Le Sommet d'Abidjan était l'occasion, pour les deux Unions, de réaffirmer que la Stratégie commune, adoptée il y a dix ans au Sommet de Lisbonne, demeure le cadre de leur partenariat et de rappeler les engagements qu'elles ont pris lors du Sommet de Bruxelles d'avril 2014.

The African Union-European Union Summit, the first under this title, and the fifth of its kind between Africa and the European Union, was held in Abidjan (Côte d'Ivoire) on 29 and 30 November 2017. It was preceded by preparatory meetings of senior African and European officials from 25 to 27 November, and on 28 November of the joint meeting of Foreign Affairs Ministers.

The Abidjan Summit was an opportunity for both Unions to reaffirm that the Common Strategy adopted ten years ago at the Lisbon Summit, remains the framework of their partnership and to recall the commitments they made during the Brussels Summit in April 2014.

Placé sous le thème « Investir dans la jeunesse pour une croissance inclusive accélérée et un développement durable », ce Sommet a voulu réaffirmer le rôle de la jeunesse dans le développement des pays pourvu qu'on lui crée les conditions propices à son épanouissement afin de pouvoir assurer la relève dans la dignité. Les jeunes, en provenance de plusieurs pays d'Afrique et d'Europe, ont donc pris part à ce Sommet à travers lequel ils ont pu exprimer leurs préoccupations par rapport à leur situation en termes d'emplois et de formation et aussi à leur participation effective à la gestion des affaires publiques. Un Pré-Sommet sur la jeunesse a même été organisé afin de donner l'occasion aux représentants de la jeunesse d'avoir un débat interactif avec les chefs de délégations des pays participants.

Le Sommet d'Abidjan s'est aussi voulu un Sommet de bilan par rapport aux objectifs énoncés dans la feuille de route pour les relations Afrique-UE 2014-2017, et qui portent sur cinq domaines stratégiques, à savoir la paix et la sécurité ; la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme ; le développement humain ; le développement et la croissance durable et inclusive ainsi que les problèmes globaux et émergents.

Depuis lors, un certain nombre d'actions ont été menées mais beaucoup reste à faire. A ces domaines stratégiques, est venue s'ajouter la question de la migration avec toutes les conséquences néfastes qu'elle engendre en termes de pertes de vies humaines sur terre et sur mer.

Outre les actions à caractère politique qui devront être menées pour renforcer la coopération entre les deux parties, les questions économiques, la réalisation de projets prioritaires pour un développement durable et la migration ont été les autres points de discussion des Chefs d'Etat et de gouvernement africains et européens.

Les déclarations faites lors du huis clos le 29 novembre ont fait ressortir une prise de conscience des manquements dans la mise en œuvre des décisions des Sommets antérieurs mais surtout la détermination des dirigeants à faire en sorte, à travers des engagements solennels, que le partenariat entre l'Afrique et l'Union européenne soit davantage renforcé afin qu'il produise des effets positifs pour la croissance et le développement des pays membres des deux Unions. C'est pourquoi les Chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté, à la fin de leurs travaux, une Déclaration finale forte qui met l'accent sur la paix et la sécurité ; la croissance, les investissements, les infrastructures et les compétences ; la

Placed under the theme «Investing in Youth for Accelerated Inclusive Growth and Sustainable Development», this Summit meant to reaffirm the role of youth in the development of countries provided that it creates conditions conducive to its development in order to ensure succession in dignity. Young people from several African and European countries took part in this Summit through which they were able to express their concerns regarding their situation in terms of jobs and training and also their effective participation in the management of public affairs. A Pre-Summit on Youth was even organized to give youth representatives the opportunity to have an interactive debate with the heads of delegations of the participating countries.

The Abidjan Summit also wanted a stocktaking summit in relation to the objectives set out in the roadmap for Africa-EU relations 2014-2017, which focus on five strategic areas, namely peace and security; democracy, good governance and human rights; human development; development, sustainable and inclusive growth as well as global and emerging issues.

Since then, a number of actions have been taken but much remains to be done. To these strategic areas the question of migration with all the harmful consequences it generates in terms of loss of life on land and at sea has been added.

In addition to the political actions to be carried out to strengthen cooperation between the two parties, economic issues as well as the realization of priority projects for sustainable development and migration were the other points of discussion of African and Europeans Heads of State and Government.

The statements made during the closed session on 29 November highlighted on the shortcomings in the implementation of decisions taken during the previous Summits but above all the determination of the leaders to ensure, through solemn commitments, that the partnership between Africa and the European Union is further strengthened to produce positive effects for the growth and development of member countries of both Unions. This is why the Heads of State and Government adopted, at the end of their work, a strong final Declaration which emphasizes on peace and security; growth, investments, infrastructure and skills; governance; migration and mobility; climate change and natural resource management; cooperation on the global level.

This Final Declaration also defines priority projects which list, evaluation and implementation of modalities will be determined by a joint committee.

The Abidjan Summit has also adopted a Joint Declaration on the situation of migrants in Libya. It follows reports of the auction

ACTUALITÉS

gouvernance ; la migration et la mobilité ; le changement climatique et la gestion des ressources naturelles ; la coopération sur la scène mondiale. Cette Déclaration finale définit aussi des projets prioritaires dont la liste, l'évaluation et les modalités de réalisation seront déterminées par un comité conjoint.

Le Sommet d'Abidjan a en outre adopté une Déclaration conjointe sur la situation des migrants en Libye. Elle fait suite aux informations faisant état de la vente aux enchères de migrants en Libye par des organisations et individus criminels. Au cours des interventions lors de la cérémonie d'ouverture et de la séance à huis clos, des voix s'élevaient pour dénoncer cette pratique d'un autre âge et demander que les auteurs soient identifiés, arrêtés et punis conformément aux lois .

Dans cette Déclaration conjointe, les Chefs d'Etat et de gouvernement, condamnent avec la dernière énergie les crimes présumés en Libye et s'engagent résolument à faire ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin aux graves atteintes des droits de l'homme en cours dans ce pays.

Le Sommet a connu la participation active du Président de la République, **S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE**. A la cérémonie d'ouverture tout comme à la séance à huis clos, le Chef de l'Etat a marqué un vif intérêt aux questions discutées.

En marge de ce sommet, le Président de la République, a reçu en audience le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), **Antonio GUTERRES**, avec qui il a discuté de la situation politique, économique dans les pays de la CEDEAO. La lutte contre le terrorisme en Afrique de l'ouest n'a pas été passée sous silence par les deux hommes.

Il a également saisi l'occasion de sa participation au Sommet pour avoir des rencontres bilatérales avec de nombreux dirigeants européens et africains, notamment le Premier ministre belge, **Charles MICHEL**, et les Présidents du Sénégal, **Macky SALL**, du Gabon, **Ali BONGO**, du Rwanda, **Paul KAGAME**, du Burkina-Faso, **Roch Marc Christian KABORE** et du Congo, **Denis Sassou NGUESSO**.

of migrants to Libya by criminal organizations and individuals. During the speeches at the opening ceremony and the closed session, voices were raised to denounce this practice of another era and to demand that the perpetrators be identified, arrested and punished in accordance with the law.

*In this Joint Declaration, the Heads of State and Government, condemn with utmost energy the alleged crimes in Libya and resolutely commit themselves to doing what they can to put an end to these serious human rights abuses on course in that country. The Summit was attended by the President of the Republic, **H.E Faure Essozimna GNASSINGBE**. At the opening ceremony as well as the closed session, the Head of State expressed a keen interest in the issues discussed.*

*On the sidelines of this summit, the President of the Republic, had an audience with the Secretary General of the United Nations Organization (UN), **Antonio GUTERRES**, with whom he discussed the political and economic situation in the ECOWAS countries. The fight against terrorism in West Africa has also been a crucial topic raised by both men.*

*He also took the opportunity during his participation in the Summit to have bilateral meetings with many European and African leaders, including the Belgian Prime Minister, **Charles MICHEL**, and the following Presidents: **Macky SALL** from Senegal, **Ali Bongo** from Gabon, **Paul KAGAME** from Rwanda, **Roch Marc Christian KABORE** from Burkina Faso, and from Congo **Denis Sassou NGUESSO**.*



ACTUALITÉS

LA 72^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : KOMI SELOM KLASSOU A LA TRIBUNE

THE 72ND GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ORGANIZATION: KOMI SELOM KLASSOU AT THE TRIBUNE

Par Le Comité de rédaction
By Drafting committee

Membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis son indépendance en 1960, le Togo participe activement chaque année à la session de l'Assemblée Générale de cette institution universelle. Faut il le rappeler, cette rencontre internationale est l'occasion annuelle pour les chefs d'Etat et de gouvernement de s'exprimer sur des questions essentiellement mondiales.

Cette année, c'est le Premier ministre, chef du gouvernement, **Komi Sélo KLASSOU** qui a représenté le Président de la République, **S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE**, à la 72^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU le 21 septembre 2017 à New-York.

« Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée » est le thème sur lequel les différents états sont intervenus. Pour le Togo, c'est un thème transversal et extrêmement important car mettant une fois de plus l'homme dans toutes ses dimensions à savoir : la paix, l'accès aux soins de santé de qualité, la sécurité alimentaire, l'environnement, l'emploi des jeunes et le développement. Le chef du gouvernement togolais s'est réjoui de cette thématique qui est par ailleurs, en parfaite adéquation avec les objectifs de la « mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, l'Agenda de développement 2030 et le Plan d'actions d'Addis Abéba sur les sources de financement du développement ».

Le Togo est en train d'expérimenter déjà avec beaucoup de succès, le Programme d'Urgence de Développement



Member of the United Nations Organization (UNO) since its independence in 1960, Togo actively participates every year in the session of the General Assembly of this universal institution. It should be remembered that this international meeting is the annual opportunity for Heads of State and Government to express themselves essentially on global issues.

This year, Prime Minister and head of government, **Komi Sélo KLASSOU**, represented the President of the Republic, **H.E. Mr Faure Essozimna GNASSINGBE**, at the 72nd session of the UN General Assembly on September 21, 2017 in New -York.

« Priority to the human being: peace and a decent life for all on a preserved planet » is the theme on which the various states intervened. For Togo, it is a cross-cutting and extremely important theme because once again it showcases man in all his dimensions such as peace, access to quality health care, food security, environment, youth employment and development. The Togolese head of government welcomed this theme,



Komi selom KLASSOU (g) et Antonio GUTERRES (d) / Komi selom KLASSOU (l) and Antonio GUTERRES (r)

Communautaire (PUDC), par la mise en œuvre des actions prioritaires : l'entrepreneuriat rural, l'accès à l'énergie, à l'eau potable, l'autonomisation des femmes, l'agrobusiness, l'emploi des jeunes et la protection sociale. A cela s'ajoute une nouvelle initiative du gouvernement togolais, l'extension des cantines scolaires et le système de couverture médicale pour tous les écoliers et élèves qui bénéficient depuis quelques années de la gratuité de l'école publique.

« Le développement harmonieux et durable du Togo ne peut se faire sans la paix, la cohésion sociale, la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit » a précisé le chef du gouvernement.

La 72^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU a été l'occasion pour le Premier ministre d'informer davantage la communauté internationale sur le processus de réformes constitutionnelles en cours au Togo concernant le projet de loi portant sur les articles 52, 59 et 60 de la Constitution du 14 octobre 1992, relatifs à la limitation des mandats : un mandat de cinq (05) ans renouvelable une seule fois pour les députés et le Président de la République, et un mode de scrutin à savoir, un scrutin uninominal majoritaire à deux (02) tours.

Sur les nouveaux défis, telle que la sécurité, il n'a pas passé sous silence la résurgence des menaces terroristes, les défis sécuritaires et la crise migratoire qui ont un impact réel sur le développement de l'Afrique. La transformation économique du continent africain à partir des différentes Communautés Economiques Régionales (CER) reste un impératif selon le chef du gouvernement togolais. Il a par ailleurs relayé, l'engagement du Président de la République, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, en sa qualité de Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), « à œuvrer et à poursuivre les efforts, avec mes pairs, afin de faire de notre espace communautaire, une CEDEAO des peuples, conformément aux objectifs de notre Organisation ».

En marge de sa participation à la 72^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU, **Komi Sélom KLASSOU** a été reçu par le Secrétaire général des Nations Unies, **Antonio GUTERRES**.

which is also in perfect harmony with the objectives of the «implementation of the Paris Agreement on Climate, the 2030 Agenda for Development and the Addis Ababa Plan of Action on sources of financing for development».

Togo is already experimenting with great success, the Community Emergency Development Program (PUDC), through the implementation of priority actions: rural entrepreneurship, access to energy, drinking water, women's empowerment, agribusiness, youth employment and social protection. Additionally, the Togolese government adopted a new initiative, the extension of school canteens and the medical coverage system for all schoolchildren and students who have benefited in recent years from free public schools.

«The smooth and sustainable development of Togo cannot be achieved without peace, social cohesion, the consolidation of democracy and the rule of law,» indicated the head of government.

The 72nd session of the UN General Assembly was an opportunity for the Prime Minister to further inform the international community on the process of constitutional reforms underway in Togo concerning the draft law on Articles 52, 59 and 60 of the Constitution of 14 October 1992, relating to the limitation of mandates: a mandate of five (05) years renewable only once for the deputies and the President of the Republic, and a voting method namely, a single-member ballot majority in two (02) rounds.

*On the new challenges, such as security, he has not overlooked the resurgence of terrorist threats, security challenges and the migration crisis that have a real impact on the development of Africa. The economic transformation of the African continent from the different Regional Economic Communities (REC) remains an imperative according to the Togolese head of government. He also relayed the commitment of the President of the Republic, **H.E.Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE**, in his capacity as President-in-Office of the Economic Community of West African States (ECOWAS), «to work and to continue the efforts, with my peers, in order to make of our community space, an ECOWAS of the people, in accordance with the objectives of our Organization».*

*On the sidelines of his participation in the 72nd session of the UN General Assembly, **Komi Sélom KLASSOU** was hosted by United Nations Secretary-General **Antonio GUTERRES**.*



COOPERATION TURCO-TOGOLAISE : UNE AMBASSADE DE LA TURQUIE BIENTÔT A LOME

TURCO-TOGOLESE COOPERATION: AN EMBASSY OF TURKEY SOON IN LOME

*Par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en communication
By Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Advisor*

Du 20 au 28 septembre 2017, le chef de la diplomatie togolaise, **Prof Robert DUSSEY** a participé à la 72^{ème} Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) à New York aux Etats-Unis d'Amérique.

La grand - messe diplomatique de l'ONU est l'occasion annuelle pour beaucoup de pays de renforcer leurs relations d'amitié et de coopération. Le Togo, à travers son ministre des Affaires

From 20th to 28th september 2017, the Head of togolese diplomacy, **Professor Robert DUSSEY**, participated in the 72th general Assembly of the United Nations Organization (UNO) in New-York in the United States of America.

The UNO's largest diplomatic mass is an annual opportunity for many countries to strengthen their relations of friendship and cooperation. Togo, through its Minister of Foreign Affairs,


ACTUALITÉS

étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine n'a pas dérogé à cette règle. En effet, le ministre a eu des entretiens avec plusieurs personnalités parmi lesquelles, son homologue Turc, **Mevlüt CAVUSOGLU**, le 23 septembre.

Au cours de leur entretien à New-York, l'axe Lomé - Ankara était le sujet majeur entre **Robert DUSSEY** et **Mevlüt CAVUSOGLU**. Cette rencontre s'explique également par le souhait de la Turquie, d'augmenter les échanges commerciaux, les investissements au Togo dans les télécommunications, les infrastructures, l'énergie et les transports. Dans ce dernier domaine, on annonce la desserte prochaine de Lomé par Turkish Airlines...

Pour le ministre turc des Affaires étrangères, **Mevlüt CAVUSOGLU**, « Lomé est une destination sûre et sécurisée pour nos investissements. Dans les prochains jours, nous allons ouvrir notre ambassade à Lomé ».

La diplomatie togolaise, très active ces dernières années attire davantage d'investissements directs étrangers dont ceux de la Turquie, une nouvelle puissance économique sur le marché africain. Les relations de coopération entre le Togo et la Turquie sont récentes et se manifestent par des rencontres régulières entre les plus hautes personnalités des deux pays. L'almanach de la diplomatie togolaise se rappelle de la participation du Président de la République, **S.E.M. Faure Essozimana GNASSINGBE**, à l'investiture du Président turc, **S.E.M. Recep Tayyip ERDOGAN**, à Ankara le 28 août 2014. Le chef de l'Etat avait rencontré dans la foulée plusieurs investisseurs turcs dont **Alaaddin METIN**, le vice-président de Turc Eximbank. En avril 2016, le Togo avait également participé à la conférence ministérielle de partenariat Afrique-Turquie à Istanbul.

Avec cette annonce inédite, la diplomatie demeure un bel outil de développement pour le Togo. 

*Cooperation and African Integration did not depart from this rule. Indeed, on September 23rd, the minister had discussions with several personalities including his Turkish counterpart, **Mevlüt CAVUSOGLU**.*

*During their interview in New York, the Lomé - Ankara axis was the major topic between **Robert DUSSEY** and **Mevlüt CAVUSOGLU**. This meeting also demonstrates the desire of Turkey to increase trade as well as investments in telecommunications, infrastructure, energy and transport in Togo. In this latter, the arrival of Lomé by Turkish Airlines is announced*

*For Turkish Foreign Minister **Mevlüt CAVUSOGLU**, "Lomé is a safe and secure destination for our investments. In the coming days, we will open our embassy in Lomé".*

*Togolese diplomacy, which has been very active in recent years, is attracting more foreign direct investment, including that of Turkey, a new economic power on the African market. The relations of cooperation between Togo and Turkey are recent and are manifested through regular meetings between the highest officials of both countries. The almanac of the Togolese diplomacy recalls the participation of the President of the Republic, **HE Mr. Faure Essozimana GNASSINGBE**, at the inauguration of the Turkish President, **HE Recep Tayyip ERDOGAN**, in Ankara in 2014. The Head of State had met in the stride several Turkish investors including **Alaaddin METIN**, the vice president of Turkish Eximbank. In April 2016, Togo also participated in the Africa-Turkey Ministerial Partnership Conference in Istanbul.*

With this unprecedented announcement, diplomacy remains a good development tool for Togo. 



Unité Universitaire au Togo

L'expérience éducative de l'Église au service du développement local, des organisations et des entreprises qui gagnent et qui font gagner l'Afrique !



FORMATIONS



MÉDIAS ET TIC



ÉCONOMIE ET GESTION



SCIENCES JURIDIQUES



INGENIERIE INFORMATIQUE ET
TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES



Téléphone : (00 228) 23 20 67 03 / 91 66 38 14 / 97 64 02 40 / 22 30 12 72

E-Mail : secre.gene@ucao-uut.tg

Site Web : www.ucao-uut.tg

ACTUALITÉS

LA PARTICIPATION DU TOGO A LA 34^{ÈME} CONFERENCE MINISTERIELLE DE LA FRANCOPHONIE.
**LA FRANCOPHONIE ADOPTE LA RÉOLUTION
 TOGOLAISE SUR LES ÉCONOMIES NOUVELLES
 BLEUE ET VERTE**

**THE PARTICIPATION OF TOGO IN THE 34TH MINISTERIAL CONFERENCE OF FRANCOPHONIE
 LA FRANCOPHONIE ADOPTS THE TOGOLESE RESOLUTION
 ON THE NEW BLUE AND GREEN ECONOMIES**

*Par Le comité de rédaction
 By Drafting committee*



Les 25 et 26 novembre 2017 s'est tenue à Paris, la 34^{ème} Conférence Ministérielle de la Francophonie. Ayant pour thème : « les économies nouvelles : économies bleue, économie verte, nouveaux moteurs de création de richesse, d'inclusion sociale et de développement

On November 25 and 26, 2017, the 34th Ministerial Conference of la Francophonie was held in Paris. With the theme «new economies: blue economy, green economy, new engine for wealth creation, social inclusion and sustainable development», the 34th Session

ACTUALITÉS

« durable », la 34^{ème} session de la Conférence Ministérielle de la Francophonie a regroupé plusieurs dirigeants politiques, économiques ainsi que la jeunesse francophone des cinq continents.

Le ministre togolais des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine, **Prof. Robert DUSSEY**, dont le pays devrait accueillir cette conférence y a pris activement part.

« Je prends la parole car, en lieu et place du froid parisien, nous aurions eu droit à l'enthousiasme chaleureux et tropical de Lomé, ville qui devait initialement accueillir les travaux de la conférence ministérielle » a déclaré le chef de la diplomatie togolaise.

Vu de Lomé, le thème de cette 34^{ème} Conférence Ministérielle de la Francophonie exprime non seulement l'harmonie par une croissance partagée, l'harmonie par un développement durable et responsable, mais aussi, la preuve que le droit au développement des peuples francophones et le développement humain sont une priorité pour la francophonie.

Les économies nouvelles, l'économie bleue et verte pour lesquelles le Togo a introduit un projet de résolution constituent des opportunités, des vecteurs de paix et de développement susceptibles de transformer de façon substantielle les conditions d'existence des générations présente et future.

En défendant ce projet de résolution du Togo, **le Prof. Robert DUSSEY** a insisté sur les divers avantages de l'approche diversifiée et pluraliste de l'économie. Cette approche diversifiée et pluraliste de l'économie ouvre l'horizon des possibles ! Elle donne la possibilité à la famille humaine d'exploiter les différents compartiments des dotations naturelles. Il n'y a donc pas, selon lui, de développement économique soutenable sans la préoccupation pour l'éthique, sans la responsabilité collective de tous.

Concernant « l'économie bleue », elle représente à elle seule, plus de 70 % de la surface du globe, la moitié de la population mondiale vit à moins de 60 kilomètres de la mer, et les trois quarts des grandes villes sont situées sur les côtes. Or, il est démontré que les océans, les mers et les cours d'eau sont une source de richesses essentielle qui procure des milliers de milliards de dollars (USD) de biens et de services à l'humanité. Les océans et les eaux de source assurent subsistance et emplois à des millions de personnes. Dans le commerce international, 90 % des marchandises sont transportées par mers et les océans jouent également un rôle essentiel dans la régulation du climat et des écosystèmes côtiers.

of the Ministerial Conference of la Francophonie brought together a number of political, economic and social leaders as well as francophone youth from five continents.

*The Togolese Minister for Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, **Prof. Robert DUSSEY**, whose country was to host this conference, took part actively.*

«I take the floor because, instead of the cold of Paris, we would have had the warm and tropical enthusiasm of Lome, a city that was originally to host the ministerial conference,» stated the head of the togolese diplomacy.

From Lome's perspective, the theme of this 34th Ministerial Conference of la Francophonie, expresses harmony through shared growth, sustainable and responsible development, but also, proof that the right to development of Francophone people and Human resources are a priority for the Francophonie, which sees in the sensible and responsible deployment of economic action, the condition of the «stable becoming» of the world and the development of human societies.

The new economies, the blue and green economy for which Togo has introduced a draft resolution represent opportunities, vectors of peace and development that can substantially transform the living conditions of present and future generations.

*In defending this draft resolution of Togo, **Prof. Robert DUSSEY** emphasized on the various benefits of the diversified and pluralistic approach to the economy. The diversified and pluralistic approach of the economy opens the horizon of possibilities!*

It gives the possibility to the human family to exploit the different compartments of the natural endowments ...

There is therefore, in his opinion, no sustainable economic development without the concern for ethics, without the collective responsibility of all.

The «blue economy» alone represents, more than 70% of the world's surface, half of the world's population lives less than 60 kilometers from the sea, and three-quarters of the major cities are located on the coast. Yet oceans, seas and rivers are proven to be an essential source of wealth, providing thousands of billions of dollars (USD) in goods and services to humanity. Oceans and spring waters provide livelihoods and jobs for millions of people. In international trade, 90% of goods are transported by sea and the oceans also play a key role in regulating climate and coastal ecosystems.

As for the «green growth» and therefore the green economy, seen as the «twin sister» of the promotion of energy efficiency and clean technologies, becomes, with sustainable development,



Quant à la « croissance verte » et donc l'économie verte, vue comme la *“sœur jumelle”* de la promotion de l'efficacité énergétique et des technologies propres, devient avec le développement durable des objectifs complémentaires à la transformation significative dans les prochaines décennies.

Le futur de l'humanité réside dans les économies nouvelles, principalement bleue et verte a martelé le chef de la diplomatie togolaise.

Cette vision économique de la Francophonie, a souligné le **Prof. Robert DUSSEY**, est à juste titre en phase avec la Charte de Lomé d'octobre 2016 qui a sanctionné le premier Sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur « la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique ».

À l'issue de la 34^{ème} Conférence Ministérielle de la Francophonie, trois résolutions ont été adoptées, respectivement sur les économies bleue et verte, sur la paix à travers l'éducation et le dialogue interreligieux et celle sur le climat.

C'est une double victoire pour le Togo. En effet, en marge de la session ministérielle, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a remis le premier « Prix du jeune entrepreneur francophone » à Venunyé **Lucia Ahoéfa ALLAH-ASSOGBA**. La jeune entrepreneure togolaise est récompensée pour la valorisation des produits locaux utilisés dans son entreprise, donnant justement un nouveau souffle au secteur de l'économie verte. La cérémonie de remise du Prix s'est déroulée en présence de la secrétaire générale de la Francophonie, **Michaëlle JEAN**. Cette cérémonie a pour objectif de soutenir et de donner de la visibilité aux initiatives entrepreneuriales des jeunes.

En attendant le XVII^{ème} Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Erévan en Arménie les 11 et 12 octobre 2018, le Togo vient de connaître un succès diplomatique de plus par l'adoption de la résolution sur les économies bleue et verte. ➤

complementary objectives to the significant transformation in the next decades.

The future of humanity lies in the new economies, mainly blue and green reinstated the head of togolaise diplomacy.

Prof. Robert DUSSEY emphasized that this economic vision of the Francophonie, is rightly in line with the Lomé Charter of October 2016, which sanctioned the first Extraordinary Summit of the African Union on «Maritime Security and Safety and Development in Africa».

At the end of the 34th Ministerial Conference of the Francophonie, three resolutions were adopted, respectively on the blue and green economies, on peace through education and interreligious dialogue and on climate.

This is a double victory for Togo, since on the sidelines of the ministerial session, the International Organization of La Francophonie (OIF) presented the first «Young Francophone Entrepreneur Award» whose objective is to support and give visibility to entrepreneurial youth initiatives, such as Venunyé Lucia Ahoéfa ALLAH-ASSOGBA. The young Togolese entrepreneur is rewarded for the valorization of local products used in her company, giving a new breath to the green economy's sector. The award ceremony was attended by the Secretary General of La Francophonie, Michaëlle JEAN.

Pending the XVIIth Summit of the Francophonie to be held in Yerevan Armenia on 11 and 12 October 2018, Togo has just experienced another diplomatic success by adopting the resolution on the blue and green economies. ➤

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



CIEL, ME VOILÀ!
SKYPRIORITY : PRIORITAIRE À L'AÉROPORT

AIRFRANCE_KLM

SkyPriority est disponible pour les passagers voyageant en classe La Première, en classe Business et les membres Elite Plus, à bord des 20 compagnies aériennes membres de l'alliance SkyTeam. Tél. 22 23 23 23.

WWW.AIRFRANCE.TG



TOGO
2017-2018

Présidence en exercice
de la Cédéao